

Refonder le vivre-ensemble

Que faire face à la montée du racisme et de l'antisémitisme ? Quelle place accorder au passé dans l'éducation des futurs citoyens ? Le premier forum « Démocratie, mémoires et vigilance », organisé les 20 et 21 septembre par la Fondation du camp des Milles, dont *Le Monde* est partenaire, nourrira le débat

Nos démocraties sont-elles chancelantes ? Nos mémoires sont-elles vacillantes ? Il y a quinze ou vingt ans, en Europe, de telles questions auraient paru incongrues. Le rideau de fer était tombé, le bloc soviétique s'était effondré, le totalitarisme n'était plus qu'un triste souvenir, et certains s'imaginaient que la « fin de l'histoire » était venue, autrement dit que la démocratie libérale était sur le point de définitivement triompher.

Parallèlement, l'Histoire se rappelait à nos consciences. Les souvenirs encombrants, ceux qui avaient été prudemment mis de côté afin de ne pas raviver les vieilles blessures, affleuraient à nouveau. L'amnésie était passée de mode, le temps était au « devoir de mémoire », et, un peu partout, s'installait l'idée selon laquelle l'ombre portée d'un passé encore présent était le meilleur garde-fou pour l'avenir de nos démocraties.

Cette rassurante dialectique s'est aujourd'hui brisée. Les démocraties européennes, hier conquérantes, sont aujourd'hui sur la défensive. La poussée des partis extrémistes, la menace du terrorisme, la multiplication des actes racistes et antisémites, tout cela nourrit un climat de peur et de repli plus favorable aux ardeurs autoritaires qu'aux élans altruistes.

Dans le même temps, nos mémoires donnent l'impression de s'être déréglées. Ici, la tyrannie du passé, un passé qui, à force d'être ressassé, entrave l'apaisement des consciences. Là, la dictature de l'instantané avec son corollaire, l'oubli des héritages, des filiations et des généalogies, bref, de tout ce qui fait le lien social. « *Je reste troublé par l'inquiétant spectacle que donnent le trop de mémoire ici, le trop d'oubli ailleurs* », écrivait le philosophe Paul Ricoeur au début de son maître ouvrage, *La Mémoire, l'Histoire et l'Oubli* (Seuil, 2000). Cette inquiétude, exprimée il y a quinze ans, n'a rien perdu de sa justesse. Bien au contraire.

Alors que faire ? Face aux menaces qui pèsent sur le vivre-ensemble, formule désormais répétée à tout bout de champ, les responsables politiques croient – ou font mine de croire – à l'efficacité des vieilles recettes. Exemple parmi beaucoup d'autres, cet extrait du discours de François Hollande, prononcé le 22 juillet 2012, à l'occasion du 70^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv. « *Transmettre cette mémoire, c'est enfin en retenir toutes les leçons. C'est comprendre comment l'ignominie fut possible hier, pour qu'elle ne puisse plus jamais resurgir demain.* »

L'injonction mémorielle comme condition du « plus jamais ça » : chacun sait que les choses ne sont, hélas, pas aussi simples. Alors que faire ? Quelle place accorder au passé dans l'éducation des futurs citoyens ? Sur quels piliers fonder une « politique de la juste mémoire », pour reprendre une expression de Paul Ricoeur ? Le premier forum « Démocratie, mémoires et vigilance », organisé les 20 et 21 septembre par la Fondation du camp des Milles, et dont *Le Monde* est partenaire, est l'occasion d'ouvrir le débat. ■

THOMAS WIEDER



Des jeunes s'emparent du dialogue interreligieux

Les demandes d'intervention en milieu scolaire auprès de deux associations, Coexister et Enquête, se sont multipliées depuis les attentats de janvier. Le but ? Démontre les préjugés

Déconstruire les préjugés, faire tomber les préventions, combattre les peurs, déminer, s'ouvrir à l'autre... Les associations qui font profession de prévenir les tensions interreligieuses, notamment chez les jeunes, sont de plus en plus sollicitées depuis les attentats de janvier à Paris.

Le nombre d'adhérents (environ 2 000) et de bénévoles (600) de Coexister, un mouvement interreligieux de jeunes né en 2009, a doublé après les tueries de Charlie Hebdo, de Montrouge et de l'Hyper Cacher, et les demandes d'intervention en milieu scolaire, adressées à l'association, ont plus que doublé.

Enquête, une association créée il y a cinq ans qui propose une initiation à la laïcité et au fait religieux pour les enfants (7-11 ans) et pour ceux qui les encadrent, vend depuis janvier quatre fois plus d'exemplaires de *L'Arbre à défis*, un jeu qu'elle a conçu pour s'adresser à cette classe d'âge. Avec une nuance : « *Depuis janvier, on nous*

« Dans le monde de l'entreprise aussi, la demande est forte »

SAMUEL GRZYBOWSKI
président de Coexister

demande de mettre davantage l'accent sur la laïcité et moins sur le fait religieux », témoigne Marine Quénin, la déléguée générale d'Enquête.

Les deux organisations ne situent pas leur action dans le même registre. A Coexister, dans les quelque trente groupes présents sur le territoire, jeunes croyants de différentes religions et non-croyants se côtoient, se découvrent, exercent ensemble des actions de solidarité (avec des sans-abri, des personnes âgées, des malades...).

Certains, en outre, interviennent dans des établissements scolaires,

principalement dans des lycées, où les stéréotypes sont déjà bien installés. « *Nous sommes formés pour cela. Nous utilisons beaucoup des jeux. La majeure partie de nos interventions consiste à démonter les préjugés* », explique le président, Samuel Grzybowski.

A l'âge de l'école primaire, Enquête vient à la demande des établissements ou directement des municipalités dans le cadre péri-scolaire, ou dans les centres sociaux ou les associations de quartier pour l'aide aux devoirs et les activités culturelles. « *J'ai commencé à m'investir sur ces questions quand ma fille est rentrée de l'école avec des interrogations sans réponse, ou en rapportant des formules dont elle ne comprenait pas le sens comme "tête de balouf"* », explique Marine Quénin.

Les intervenants de l'association proposent une série de séances avec les enfants, en recourant à des jeux pédagogiques créés par Marine Quénin. « *Pourquoi certains ne mangent pas de porc ; à quoi servent les cloches ; qu'est-ce que le*

jeûne les jours de fête ; le simple fait de parler de ces questions devant les enfants fait baisser physiquement la tension », a-t-elle expliqué, en mal, au cours d'une formation dispensée par l'enseignement catholique. Outre les ateliers avec les enfants, Enquête veut développer les actions de formation des enseignants et, plus largement, des personnels de l'enseignement.

Mais les deux associations sont déjà sollicitées en dehors de leur champ d'action initial. Coexister va s'élargir au monde de l'entreprise et donner naissance à un cabinet de conseil. « *Là aussi, la demande est forte, notamment dans les secteurs de la restauration, de la logistique, de la livraison et des plateformes d'appel* », témoigne Samuel Grzybowski. Les tensions concernent le plus souvent les menus, la pratique religieuse – voile et prière –, les jours de congé et les incompréhensions entre collègues.

Quant à Enquête, Marine Quénin veut aujourd'hui lui faire prendre pied au collège. ■

CÉCILE CHAMBRAUD